

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR



INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DE L'EDUCATION POPULAIRE ET DU SPORT
DEPARTEMENT ADMINISTRATION GESTION ET CONTRÔLE DES ACTIVITES PHYSIQUES
ET SOCIO-EDUCATIVES

**MOUVEMENTS DE JEUNESSE ET DEVELOPPEMENT : L'EXPERIENCE DES
ECLAIREUSES ET ECLAIREURS DU SENEGAL (EEDS)**

**MONOGRAPHIE DE FIN DE FORMATION POUR L'OBTENTION DU DIPLOME
D'INSPECTEUR DE L'EDUCATION POPULAIRE DE LA JEUNESSE ET DES
SPORTS**

Présentée par : Mouhamadou SENE-, Elève-Inspecteur de l'Education Populaire,
de la Jeunesse et des Sports.

Sous la direction de : M. Mouhamed SANGARE, Inspecteur de l'Education
Populaire, de la Jeunesse et des Sports
Formateur à l'INSEPS.

XIV ème PROMOTION 2005-2007

Moof-09

DEDICACES

√ Je dédie ce travail à mon défunt père disparu au cours de ma formation à l'INSEPS.

Que la terre de DAROU SALAM lui soit légère.

J'associe à cette dédicace :

√ Ma mère, à qui je souhaite longue vie et bonne santé.

√ Mon épouse Aby, pour sa patience, ses sages conseils quotidiens, et sa participation active à la rédaction de ce document.

√ Mon frère Massamba et à son épouse Ndèye Marème pour leur soutien inestimable.

√ Son collègue Mamadou Racine LY et son épouse Aïcha pour leur sincère amitié.

√ Et à tous mes camarades de promotion, avec qui j'ai partagé des moments de joie et de peine au cours de ces deux années passées à l'INSEPS.

REMERCIEMENTS

Je remercie très chaleureusement Monsieur Mouhamed SANGARE qui a accepté de diriger ce travail, en faisant preuve d'une grande disponibilité à notre égard.

J'associe à ces remerciements :

Tous nos formateurs à l'INSEPS.

Les inspecteurs NDAW et DIAW qui m'ont beaucoup conseillé durant mon stage d'imprégnation à Dakar.

Les responsables du mouvement des EEDS qui ont fait preuve d'une franche collaboration.

Mme Khady,D,Gaye Dione et son époux Alioune qui m'ont aidé à apporter des corrections au document.

A tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, m'ont apporté leur soutien dans ce travail.

Liste des sigles et abréviations

AGR : Activités génératrices de revenus

AOF : Afrique Occidentale Française

APS : Activités Physiques et Sportives

CIFOP : Centre International de Formation Pratique

CNLS : Conseil National de Lutte contre le SIDA

CSS : Confédération Sénégalaise de Scoutisme

DPN : Direction des Parcs Nationaux

EDA : Eclaireurs d'Afrique

EDS : Eclaireurs du Sénégal

EEDS : Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal

EP : Education Populaire

FNPJ : Fonds National de Promotion de la Jeunesse

FONEES : Fonds National des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal

IEC : Information – Education – Communication

JED : Jeunesse et Développement

OCB : Organisation communautaire de base

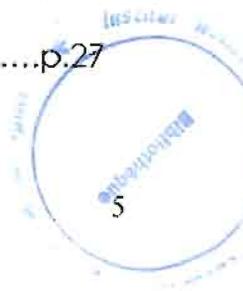
OEV : Orphelins et enfants rendus vulnérables par le VIH-SIDA

PVVIH : Personnes vivant avec le VIH

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I PARTIE THEORIQUE.....	p.9
1-1 Intérêt du sujet.....	p.9
1-2 Problématique.....	p.10
1-3 Hypothèse.....	p.18
1-4 Elucidation conceptuelle.....	p.18
1-5 Objectifs de l'étude.....	p.22
1-6- METHODOLOGIE.....	p.22
1-6-1 Histoire de la collecte.....	p.22
1-6-1-1 Recherches documentaires.....	p.22
1-6-1-2 Les contacts de personnes-ressources.....	p.23
1-6-2 Techniques et instruments de collecte.....	p.23
1-6-3 Difficultés rencontrées.....	p.24
II - PARTIE PRATIQUE.....	p.25
2-1 Présentation du mouvement.....	p.25
2-1-1 Historique.....	p.25
2-1-1-1 Au niveau mondial.....	p.25
2-1-1-2 Dans le contexte africain.....	p.26
2-1-1-3 Dans le contexte Sénégalais.....	p.27



2-2	Organisation et structuration du mouvement.....	p.29
2-2-1	Les instances délibératives.....	p.29
2-2-2	Les organes exécutifs.....	p.31
2-3	Les différentes cibles ou branches.....	p.32
III-	RESULTATS DES RECHERCHES.....	p.34
3-1	La création d'une ONG de développement.....	p.34
3-2	Le volet Santé /Prévention.....	p.35
3-3	Le volet Education/Formation.....	p.40
3-4	Le volet Financement/Micro crédit.....	p.41
3-5	Le volet Environnement/Assainissement.....	p.43
	CONCLUSION.....	P.46
	RECOMMANDATIONS.....	P.50
	BIBLIOGRAPHIE.....	P.51

INTRODUCTION

Dans le cadre de la formation des Elèves-Inspecteurs de l'Education Populaire, de la Jeunesse et des Sports, un travail de recherche est demandé aux futurs inspecteurs sortants de l'INSEPS, comme document de réflexion et de production intellectuelles, sur un thème touchant aux domaines de l'Education Populaire, de la Jeunesse et des Sports.

Présenté sous forme de monographie, ce travail apparaît comme la participation du jeune inspecteur aux efforts de recherche sur des thèmes pertinents de son domaine d'intervention.

C'est justement dans ce cadre que s'inscrit notre monographie qui porte sur le thème suivant :

Mouvements de jeunesse et Développement : l'expérience des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal. (EEDS)

En effet, la question du développement demeure une préoccupation constante dans notre pays, et appelle la participation de toutes les composantes de la Nation.

C'est pourquoi, les jeunes qui représentent près de 53% de la population, ont une place prépondérante à occuper, et un rôle important à jouer, dans la construction du développement.

Et les mouvements de jeunesse, du fait de leur grande capacité de mobilisation, peuvent jouer un rôle de premier choix, en permettant de valoriser toutes les potentialités humaines et physiques qui dorment chez les jeunes.

Mais pour des préoccupations méthodologiques, nous avons circonscrit notre étude au niveau du mouvement des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal.

En effet, l'Association des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal est un mouvement de jeunesse, qui est une partie intégrante de la grande famille du Scoutisme.

Et comme organisation mondiale, le scoutisme regroupe de nombreux mouvements et associations laïcs ou confessionnels, dont le but est d'œuvrer pour la formation morale, physique, intellectuelle et civique des jeunes, à partir des principes fondamentaux basés sur la Paix, l'Egalité, la Tolérance, l'Entraide, le Non-violence etc.

Leurs méthodes utilisées sont celles de l'Education Populaire, et sont adaptées aux contextes social, culturel, linguistique etc., suivant les régions, les pays et zones géographiques du monde.

Mais au Sénégal, le Mouvement des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal qui regroupe un nombre considérable de jeunes, ne se limite plus exclusivement à l'éducation populaire.

En effet, face aux multiples défis auxquels la société est confrontée, les EEDS s'impliquent aujourd'hui dans le développement communautaire.

Cette étude sur les actions du mouvement des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal en matière de développement communautaire, s'articule autour de trois (03) grandes parties.

- Une première partie théorique comprenant l'intérêt du sujet, la problématique, l'hypothèse, les objectifs de l'étude et la méthodologie adoptée.
- Une seconde partie pratique présentant le mouvement, son organisation et ses différentes cibles ou branches.
- Et enfin, une troisième partie traitant des résultats des recherches.

I- PARTIE THEORIQUE

1-1 INTERET DU SUJET

Notre sujet comporte un intérêt à la fois pédagogique et pratique.

En effet, l'intérêt pédagogique est à rechercher dans la nature même du sujet, qui développe un thème pertinent pour les professionnels de l'Education Populaire et de la Jeunesse.

Par ailleurs, l'intérêt pratique réside dans le fait que le sujet permet de mesurer la portée utilitaire des méthodes d'éducation populaire appliquées par les mouvements de jeunesse.

En d'autres termes, le sujet cherche d'une part, à mettre en exergue la place prépondérante que peuvent occuper les mouvements de jeunesse dans le développement communautaire et d'autre part, à valoriser les avantages de l'éducation populaire devant les multiples dysfonctionnements et perturbations du système éducatif formel.

1-2 PROBLEMATIQUE

Plusieurs décennies après les indépendances, la question du développement continue de préoccuper la plupart des pays africains.

En effet, les multiples politiques et programmes de développement mis en œuvre dans ces états, n'ont pas donné les résultats escomptés. Et cet échec qui n'a épargné aucun secteur, dont les plus importants à savoir l'éducation, la formation, la santé, piliers d'une économie viable, a amené à une relecture des formes d'intervention à envisager.

C'est ainsi que les théoriciens du développement ont commencé à parler de développement « autonome », « participatif », « auto centré » etc., bref, autant de modèles qui donnent la priorité à la valorisation des ressources locales, tant humaines que naturelles.

Le développement participatif apparaît alors comme une rupture par rapport aux autres modèles, conçus et appliqués sans prise en compte des spécificités et des particularités des communautés réceptrices.

C'est pourquoi, les pouvoirs publics comme leurs partenaires locaux et extérieurs, ont compris qu'il faudrait nécessairement associer les bénéficiaires, aux programmes de développement qui leur sont destinés.

Mieux, ces mêmes populations, à travers leurs associations, mouvements ou groupements, prennent des initiatives pour la réalisation de leur propre développement socio économique.

Et en matière d'éducation et de formation, il faut dire que pendant longtemps, les politiques dans ce domaine n'ont pas été pertinentes, car inadaptées au contexte du sous-développement des pays concernés.

Dans ce sens, le constat de l'UNESCO¹ est amer :

« Des millions de jeunes sont en fait exclus de l'éducation et du travail (...) l'enseignement secondaire a été négligée, les principaux bénéficiaires de l'éducation permanente tendent en général à être les personnes déjà bien éduquées, et les pays se sont montrés largement incapables d'exploiter les nouvelles technologies ».

En Afrique donc, les jeunes sont les premières victimes de l'échec des politiques d'éducation et de formation appliquées par leurs états.

Cette situation les écarte des instances de décisions, et inhibe de leur part toutes vellétés d'actions participatives aux efforts de construction du développement national.

Mais si certains jeunes n'ont pas été à l'école et n'ont bénéficié d'aucune formation, c'est moins la faute à l'Etat, qu'à celle de leurs parents comme le montre HUGON² :

« C'est aussi en fonction de leur statut professionnel ou de leur catégorie sociale, que les parents décident de scolariser tout ou une partie de leur progéniture, ou de préférer quelquefois, l'instruction du garçon à celle de la fille. »

Seulement, il faut comprendre que le coût assez élevé de la scolarisation des enfants et de leur formation, associé au caractère incertain de leur réussite, font que certains parents ne prennent pas les risques dans cette forme d'investissement.

C'est pourquoi, les mouvements de jeunesse, à travers leurs actions d'éducation et de formation, essayent de combler les imperfections du système social et du système éducatif formel.

Ils apparaissent alors comme une réponse à une demande sociale d'organisation d'éducation et de formation, en dehors des circuits formels qui relèvent de la sphère étatique.

¹ UNESCO, *L'Éducation tout au long de la vie, défi du xxème siècle*. Paris, 2002. 181p.

² HUGON.P. *« Comment éduquer, former, employer la jeunesse en Afrique »*. Paris. PUF. 1993, pp 113-137. in *Cahiers des Sciences Humaines*. vol. 31. n°3. Paris. ORSTOM. 1975. pp 563-763

L'émergence des mouvements de jeunesse intervient donc dans un contexte de mutation où les états africains sont confrontés à des difficultés résultant des transformations de leurs sociétés et des structures traditionnelles d'initiation, d'éducation et de formation.

Ainsi, l'absence de repères chez les jeunes, est aussi à mettre en corrélation avec l'absence de structures de référence en matière d'éducation et de formation.

Par conséquent, les mouvements de jeunesse ont pour préoccupation, d'offrir aux jeunes un cadre pour leur plein épanouissement physique, moral, intellectuel, civique, culturel etc.

Ils comportent également une dimension intégrative, car permettant d'assurer l'insertion de certains jeunes délinquants et repris de justice, en leur offrant un cadre d'épanouissement moral, et éventuellement de formation et d'éducation à la vie citoyenne.

En fait, le processus de socialisation qui se développe au sein des mouvements de jeunesse, permet, parallèlement à d'autres structures comme l'école et la famille, de contribuer à la construction d'un modèle de citoyen, produit d'une socialisation riche et plurielle.

C'est pourquoi, selon WALL, W.D³, il est important que les jeunes soient :

« en contact avec des institutions officielles de socialisation (Ecole, mouvements de jeunesse etc.) ,qui peuvent leur présenter des modèles différents ou même contradictoires. »

En effet, les mouvements de jeunesse peuvent véhiculer des principes et valeurs que le jeune ne trouve pas toujours dans certaines structures de socialisation comme la famille. Ainsi, l'égalité entre les sexes, l'épanouissement individuel et collectif aux plans psychologique, culturel et social, la reconnaissance des différences et l'acceptation de l'autre etc., sont autant

³ WALL, W.D. « *Le foyer, l'École, et les services communautaires* » in Education constructive des enfants. Paris UNESCO, 1998. 348 (p.118)

de principes et de valeurs, que l'institution familiale (la famille nucléaire surtout), n'arrive pas toujours à inculquer aux jeunes.

Sous ce rapport, les mouvements de jeunesse se présentent comme une alternative parallèle à l'éducation et à la formation des jeunes.

Il faut cependant préciser que, l'épanouissement du jeune ne doit pas relever de la responsabilité exclusive de la famille, mais doit intéresser l'Etat et la communauté dans sa diversité, du fait de la grande vulnérabilité sociale et psychologique des jeunes, face aux multiples problèmes engendrés par le sous-développement.

En effet, dans le contexte dit de modernité, la déstructuration de la famille africaine et l'apparition d'autres structures et formes de socialisation, ont ravi à l'institution familiale son rôle traditionnel de formation et d'éducation.

Et contrairement à la société traditionnelle qui facilitait l'insertion des jeunes dans un système d'économie agraire, la société capitaliste a créé de nouvelles valeurs et de nouvelles significations, qui ne facilitent plus la satisfaction intégrale des besoins des jeunes. Cette caractéristique de la société traditionnelle est bien soulignée par ALIDOU⁴ qui note que :

« La famille (traditionnelle), cellule de base de la société, constituait de fait une entité de production au sein de laquelle l'enfant était très tôt pris en charge par les aînés. Dans une approche pédagogique appropriée, le garçon ou la fille se familiarisait progressivement au futur métier. A travers ce type d'éducation et de formation, le jeune était de bonne heure responsabilisé. De fait, la jeunesse ne constituait pas un groupe d'assistés, ni un poids pour la société ».

Ainsi, l'Etat africain moderne se voit dans l'obligation de prendre en charge les problèmes des jeunes et d'y apporter une réponse durable, non pas par des actions ponctuelles, mais plutôt par des politiques soutenues d'éducation et de formation adaptées aux diverses particularités des jeunes.

⁴ ALIDOU. Mounouni. *Jeunesse et Développement*. (Bénin), Mémoire de fin de formation d'IEPJS, Marly-le-ROI, France. 1984-1986. 104 p. (p.19)

Cette obligation de l'Etat est encore rappelée par ALIDOU⁵ qui précise que :
« L'Etat devrait se préoccuper davantage de mettre la jeunesse au travail à partir des réalités du pays (...) et pas seulement en organisant de temps en temps des chantiers de jeunes. Cet effort d'insertion est plus facile à réaliser dans les campagnes qu'en milieu urbain, où la jeunesse désœuvrée est de plus en plus nombreuse ».

Cette distinction entre jeunesse rurale et jeunesse urbaine n'est pas une exclusivité pour tel ou tel autre pays. Elle est plutôt le trait caractéristique des pays africains qui sont confrontés à deux défis : l'insertion des jeunes ruraux, et l'insertion des jeunes des centres urbains, en tenant compte des spécificités régionales propres à chaque zone

Mais devant l'absence de l'Etat, ce rôle est joué par les associations et structures de jeunesse qui, selon les zones concernées, se mettent en place pour encadrer les jeunes et les accompagner dans leurs efforts de participation au développement communautaire

Cette situation est bien décrite par MATO⁶ qui souligne qu'au Niger :

« La réalité exige qu'on reconnaisse deux catégories de jeunes, d'une part la grande masse rurale de jeunes (agriculteurs, éleveurs, artisans etc.), et d'autre part les jeunes travailleurs des emplois modernes concentrés dans les grands centres urbains(...) Selon ces deux catégorisations, des structures spécialisées ont été mises en place par les jeunes eux-mêmes sur la libre décision des individus et selon le principe de volontariat absolu, à partir des impératifs et objectifs internes et nationaux ».

Conscient de leur vulnérabilité et des différentes formes d'analphabétisme auxquelles ils sont exposés, les jeunes ont donc senti la nécessité de s'organiser dans des structures qui puissent prendre en charge leurs diverses préoccupations.

⁵ Idem. pp.28-29)

⁶ MATO. Rabo. Le rôle social et économique des associations au niger. Mémoire d'IEPJS. Marly-le Roi. France. 1984-1986

Dans le contexte sénégalais, les multiples dysfonctionnements aux plans national et international en matière de coordination des politiques d'éducation et de développement, poussent les jeunes à s'expatrier ou à s'investir dans le secteur informel.

Parallèlement, l'engagement des jeunes dans les mouvements de jeunesse ou le Service Civique National a certes sa valeur civique et républicaine, mais permet également aux jeunes de s'occuper de quelque chose, et de se sentir utiles à eux-mêmes et à leurs communautés.

Cet engagement est d'autant plus franc qu'il est libre, volontaire et bénévole, et facilite aux jeunes l'acquisition de compétences ou d'expériences qui peuvent leur être utiles dans la vie.

A ce titre, l'exemple du Mouvement des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal (EEDS) est révélateur. Car la politique de formation et d'accroissement des capacités des jeunes, occupe une place de choix dans les orientations de ce mouvement implanté au Sénégal depuis plusieurs décennies, et regroupant un nombre important de jeunes qui constituent l'essentiel de ses effectifs.

Comme mouvement de jeunesse, les EEDS utilisent beaucoup les méthodes de l'éducation populaire, telle l'animation socio-culturelle, qui ont l'avantage d'être accessibles aux intéressés, et permettent également de véhiculer plusieurs messages, car comme le montre TRICOT⁷ :

« Il est évident que c'est au stade de l'éducation population que peut le mieux se réaliser le processus d'animation socio culturelle. »

Cependant, nous dirons toujours à la suite de TRICOT⁸ que : *« l'animation socio-culturelle n'apparaît plus comme un moyen d'agitation culturelle (...), mais comme cet ensemble de techniques d'intervention permettant les conditions d'un processus de développement constant. »*

⁷ TRICOT, M. De l'instruction publique à l'éducation permanente, Paris, Téma-Éditions, 1973, 181 p. (p 132)

⁸ Idem, (p. 133)

C'est pourquoi, dans le mouvement des éclaireurs, l'animation socio-culturelle est une technique qui permet à l'individu et au groupe de prendre conscience de leur aliénation, de déterminer leurs besoins réels ou fictifs, et de leur inviter à essayer de trouver les voies et moyens à mettre en œuvre pour la satisfaction de ces besoins individuels et collectifs.

Elle permet donc une invite à une remise en cause de soi et de ses priorités, afin d'écartier les besoins et aspirations artificiellement créés par l'environnement économique et social.

Ainsi, c'est à travers l'animation socio-culturelle, que les jeunes sont appelés à réfléchir sur leurs particularités, et à trouver des solutions à leurs problèmes personnels et communautaires.

A ce niveau, il faut préciser que : *« l'animation socio-culturelle ne néglige pas la diffusion de la culture, mais elle vise surtout à préparer une réception critique et elle considère que l'enrichissement des connaissances de chacun, doit avoir un effet sur le groupe tout entier. L'essentiel dans l'animation socio-culturelle, c'est d'amener le groupe à se prendre en charge lui-même. »*⁹

C'est pourquoi dans les programmes des Eclaireurs, le développement individuel a une importance particulière, mais il est subordonné à celui du groupe, car c'est au sein du groupe que le jeune peut mieux mesurer ses forces et faiblesses, corriger ses imperfections et mettre ses aptitudes et ses talents au service de la communauté.

A bien des égards donc, le mouvement des EEDS se présente comme une école communautaire, fonctionnant avec les méthodes de l'éducation populaire. Ces dernières sont une réappropriation des anciennes méthodes d'éducation et de formation traditionnelles, (contes, récits, proverbes, veillées etc.), ce qui leur confère tout leur caractère endogène.

⁹ Ibid

A ce titre, le mouvement peut être considéré comme un relais entre l'école, le groupe professionnel et la famille.

En effet, les activités sociales et culturelles, le bénévolat en termes d'assistance-secours, l'éducation et les loisirs des adultes et des jeunes, confèrent à ce mouvement toute sa dimension humaine.

Il faut rappeler ici que les EEDS en tant que mouvement de jeunesse, est un mouvement ouvert qui intègre toutes les catégories d'âges ; et de fait, constitue un exemple de mouvement œuvrant pour l'éducation permanente. Cette dimension du mouvement est intéressante, si l'on sait que :

« L'éducation permanente peut encourager le développement (...) sur le plan économique comme sur le plan du développement personnel, de la qualité de la vie et de l'établissement des relations entre les personnes, les groupes et les pays. »¹⁰

C'est ainsi que s'inspirant des valeurs de l'éducation permanente telles que décrites ci-dessus, le mouvement contribue à établir des rapports d'échange et de coopération, qui se tissent entre les Eclaireurs du pays, et entre eux et ceux des autres pays.

D'ailleurs, c'est dans cadre que l'on note l'émergence et le développement des chantiers communautaires qui sont une parfaite collaboration entre les jeunes éclaireurs d'horizons culturels différents.

Au regard de tous ces éléments sur les mouvements de jeunesse, on peut se poser la question qui suit :

Quelle est la portée utilitaire des mouvements de jeunesse dans le contexte du développement ?

En souscrivant notre étude au niveau du mouvement des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal, nous pouvons nous poser la question suivante :

¹⁰ UNESCO. op.cit. (pp.22-25)

Quelles sont les stratégies utilisées par le mouvement des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal, pour amener les jeunes à s'engager dans les œuvres de développement communautaire ?

En essayant de répondre à cette question, nous posons notre hypothèse de travail formulée comme suit :

1-3 HYPOTHESE

Les Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal sont un mouvement de jeunesse qui s'appuie d'une part sur les valeurs et principes de l'éducation populaire, et d'autre part sur la formation, pour susciter chez les jeunes des comportements civiques et un engagement volontaire dans les actions de développement communautaire.

Il serait intéressant à ce niveau, de faire un éclairage sur deux concepts clés que sont les concepts de « mouvement » et de « développement communautaire ».

1-4 ELUCIDATION CONCEPTUELLE

Cet effort d'élucidation a pour finalité de délimiter les contours des concepts clés utilisés dans notre hypothèse, afin de permettre leur meilleure compréhension dans le cadre de notre étude.

Mouvement

Le mouvement est une organisation qui, par le bénévolat, « œuvre en faveur d'une cause, la promotion d'activités ou la défense des intérêts d'un groupe. »¹¹.

¹¹ LEMEUNIER, F. Associations – Gestion – Evolution. Paris. Delmas. 2003. 10^{ème} édition, 334 p

Le mouvement définit des objectifs initiaux qui se rapportent soit à la défense d'une cause, d'un groupe d'un idéal, d'un intérêt etc.

Les mouvements de jeunesse n'échappent pas à cette règle et présentent une certaine similitude, car œuvrant pour la promotion et l'épanouissement social, économique, culturel, sportif, intellectuel, tant au plan individuel qu'au plan collectif et communautaire.

Il existe une typologie de mouvements qui présentent des caractéristiques assez différentes. C'est ainsi que nous avons :

- **les mouvements non déclarés** : qui sont un groupement d'individus non déclarés, qui œuvrent pour la poursuite d'une activité désintéressée. Ces mouvements ne sont pas illégaux, mais n'ont pas la reconnaissance juridique.
- **les mouvements déclarés** : Ils sont reconnus formellement par l'Etat, et sont considérés comme une personne morale de droit privée.
- **les mouvements reconnus d'utilité publique** : En sus de leur reconnaissance juridique, ils présentent un certain intérêt pour la collectivité locale ou nationale, et jouissent d'une reconnaissance formelle de la part des autorités, comme organisation d'utilité publique.

C'est dans cette dernière catégorie qu'il faut classer le mouvement des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal, reconnu depuis plus d'une décennie comme organisation d'utilité publique.

Développement communautaire

Le concept apparaît dans le contexte du développement endogène. Et beaucoup de pays sous-développés ont essayé d'expérimenter ce modèle théorisé par les penseurs en sciences du développement.

Ainsi, « depuis le début des années 80, des nations du Tiers-Monde de plus en plus nombreuses se sont préparées à planifier leur propre développement, en tenant compte des besoins, des ressources et des objectifs (...) propres à leurs populations »¹².

Mais le « développement communautaire » a fait l'objet d'une pluralité de définitions qui présentent des similitudes à maints égards.

A cet effet, il est défini dans le « Glossaire des termes de technologies éducatives » comme « l'ensemble des principes et des méthodes mis en œuvre pour encourager les habitants d'une communauté à s'intéresser et à participer de manière responsable à l'amélioration des conditions matérielles et sociales de cette communauté ».

Pour sa part, BHOLA¹³ affirme que « le développement communautaire est l'ensemble des principes et méthodes créés en vue d'encourager une communauté à s'intéresser à, et à prendre ses responsabilités dans, l'amélioration de ses conditions de vie sociale et matérielle ».

En définitive, l'approche communautariste du développement met en valeur les ressources humaines et naturelles locales, qui doivent être mises au service de la communauté.

Elle rompt avec un modèle de « développement assisté », ou « développement clé en main », pour inviter la communauté à travers ses membres, à s'impliquer dans la construction de son propre devenir.

Elle se pose donc, comme une approche qui accorde une place prépondérante à la dimension participative des intéressés, et à leur capacité de concevoir, de planifier, et d'exécuter leurs programmes prioritaires en matière de développement.

¹² KING GORDON, J., « Priorités et problèmes de l'éducation pour le développement », (pp112-149), in Le financement du développement éducationnel, CRDI, OTTAWA, 1983, 164 p.

¹³ BHOLA, H.S. Tendances et perspectives mondiales de l'éducation des adultes, Paris, UNESCO, 1989, 197 p.

C'est pourquoi, les EEDS qui comptent beaucoup de jeunes avec des compétences et aptitudes diverses, s'investissent dans le développement communautaire, par des actions d'utilité publique, ou la réalisation d'infrastructures socio-communautaires de base.

Mais pour vérifier la validité de notre hypothèse, nous avons élaboré un cadre opératoire pour les concepts-clés, et retenu les variables et les indicateurs suivants :

Cadre opératoire des concepts-clés

Concepts	Variables	Indicateurs
Mouvement	<ul style="list-style-type: none"> -Organisation -Structuration - Fonctionnement 	<ul style="list-style-type: none"> -Organes délibératifs - Organes exécutifs - Objectifs définis -Cibles -Moyens et méthodes de fonctionnement
Développement communautaire	<ul style="list-style-type: none"> -Education/formation -Santé /Prévention -Lutte conte la pauvreté -Environnement/assainissement 	<ul style="list-style-type: none"> -Education formelle et non formelle, Education Populaire etc. -Formation pratique, Insertion -Réalisation d'infrastructures sanitaires, Prévention, sensibilisation... -Défense et protection de l'environnement naturel et domestique -AGR, financement de projets, exploitation de ressources locales etc.

En nous inspirant de ce cadre opératoire, nous avons retenu pour cette étude, les objectifs suivants :

1-5 OBJECTIFS DE L'ETUDE

En abordant cette étude, nos objectifs sont d'une part, de déconstruire l'image négativiste associée aux mouvements de jeunesse, comme mouvements exclusifs de distraction et de folklore, et d'autre part de montrer toutes les potentialités et actions participatives des jeunes à l'œuvre de construction du développement national.

Pour ce faire, il nous fallait adopter une démarche méthodologique qui puisse nous permettre de recueillir des données significatives pour vérifier notre hypothèse.

1-6 METHODOLOGIE

Avant d'entamer la seconde partie, il serait important d'expliquer notre méthode de travail. Ainsi, cette section réservée à la méthodologie s'articule autour des trois (03) phases que sont d'abord l'histoire de la collecte, ensuite les techniques et instruments utilisés, et enfin les difficultés rencontrées.

1-6-1 L'histoire de la collecte

Au cours de cette phase, nous avons procédé, d'une part à une recherche documentaire, et d'autre part à des contacts avec des personnes-ressources pour obtenir des informations complémentaires.

1-6-1-1 La recherche documentaire

Elle a été menée pour une large part au niveau de la bibliothèque de l'INSEPS, et de la bibliothèque centrale de l'UCAD. Au début, elle a porté essentiellement sur les ouvrages généraux, les mémoires, les revues et les périodiques, qui traitent des thèmes globaux de la jeunesse et du développement.

Cette première recherche documentaire nous a permis de découvrir certaines approches afférentes à la problématique Jeunesse/développement, et nous a également permis de délimiter notre objet d'étude.

Une fois cette délimitation faite, il nous fallait enrichir cette documentation avec des supports qui traitent directement de l'implication des jeunes dans les actions de développement communautaire.

C'est ainsi que nous avons investi les différentes structures des EEDS, pour exploiter leurs ouvrages, rapports et autres documents d'archive.

A cela, nous avons associé les contacts utiles avec des personnes-ressources, afin de recueillir des suppléments d'information.

1-6-1-2 Les contacts de personnes-ressources

Parallèlement au travail de documentation, les responsables des EEDS nous ont mis en contact avec des personnes-ressources qui devaient nous fournir des compléments d'informations et des précisions sur les différentes activités du mouvement.

Les échanges avec ces personnes-ressources se sont déroulés sous forme d'entretien, ce qui constitue la principale technique d'investigation employée.

1-6-2 Les techniques et instruments de collecte

Le choix de notre technique d'investigation est conditionné par la primauté que nous avons accordée aux données qualitatives sur les données quantitatives.

En effet, nous n'avons pas cherché à quantifier les actions des EEDS en matière de développement communautaire, mais simplement à décrire les projets les plus significatifs entrepris dans cette perspective.

Pour cela, il nous fallait en sus des documents mis à notre disposition, nous entretenir avec ces responsables qui ont pris une part active dans la

conception, la réalisation et le suivi de ces différents projets et programmes de développement.

Ces entretiens se sont déroulés dans un style semi directif, ce qui laissait une entière liberté d'expression à nos interlocuteurs.

Bien évidemment, cette forme d'échange n'est pas sans difficultés sur le contrôle de l'entretien.

1-6-3 Les difficultés rencontrées

A ce niveau, la première forme de difficulté la plus significative que nous avons rencontrée, est l'absence de moyens financiers pour bien mener ce travail.

En effet, dépourvu de bourse, d'indemnités de stage et de subvention durant toute la durée de notre formation, à cause des erreurs administratives, nous étions dans une situation assez délicate pour supporter les frais de saisie et d'impression de ce présent document.

Par ailleurs, les multiples perturbations de l'année universitaire ont plus ou moins porté atteinte au suivi du travail. A cela, il faut ajouter le retard tardif apporté au démarrage de ce travail. En effet, un concours de circonstances nous avait contraint à abandonner notre premier sujet portant sur les APS des jeunes détenus, pour des raisons de procédures et même de faisabilité.

Seulement, cet ensemble de difficultés ne nous ont pas empêché de mener à terme ce travail, agrémenté entre autres par la disponibilité des responsables du mouvement des EEDS ; un mouvement dont nous faisons la présentation dans la seconde partie qui suit.

II PARTIE PRATIQUE

Cette partie sera réservée à la présentation de l'association aux plans de son organisation, de sa structuration, et de ses composantes.

2-1 PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Cette présentation consistera en un rappel historique sur la naissance et l'évolution du mouvement scout.

2-1-1 historique du mouvement scout

Cet historique portera sur le scoutisme au niveau mondial, africain et sénégalais.

2-1-1-1 Au niveau mondial

Le Scoutisme est un mouvement mondial qui prit naissance en Afrique du Sud. Son Père fondateur, Robert BADEN-POWELL (1857-1940), était alors un officier anglais qui encadrait des enfants zoulou en les initiant à la vie de groupe.

C'est donc en 1907, que fut organisé le premier campement scout dans une petite île nommée Brownsea située dans le sud de l'Angleterre.

A partir de cette date, le scoutisme va connaître un développement fulgurant à travers le monde, et s'ouvrir en même temps aux filles et aux autres groupes d'âges. C'est ainsi qu'en 1910, les filles furent intégrées dans le mouvement avec la mise sur pied d'unités féminines dénommées « Girls Guide » ou « Eclaireuses ».

Les « Louveteaux » quant à eux, furent leur apparition en 1916, tandis que les plus grands, à savoir les « Routiers », font leur entrée en 1920.

Cette évolution du mouvement au niveau mondial, allait avoir des échos dans le continent africain.

2-1-1-2 Dans le contexte africain

Le précurseur du mouvement scout dans ce qui fut l'AOF, (Afrique Occidentale Française), est incontestablement Ousmane Thiané SAAR dit « Sanglier Zélé ».

En effet, c'est en 1937 qu'Ousmane Thiané SAAR, alors pensionnaire de l'Ecole Primaire Supérieure Maurice DELAFOSSE, aidait son professeur Etienne PYJOS à mettre sur pied les deux premières unités d'éclaireurs dénommées « Tàggi-Ceeli », qui signifie « Nid d'aigle » et « Kër-Gayndé » qui veut dire « Antre du lion ».

Ces deux unités vont s'élargir et se développer grâce au groupe de quelques responsables éclaireurs sénégalais qui, en intégrant l'Ecole Normale William Ponty en 1938, vont partager leurs expériences avec d'autres futurs cadres de la sous région ouest africaine, venant des pays comme la Côte d'Ivoire, le Dahomey (actuel Bénin), la Haute Volta (actuel Burkina Faso), le Mali, la Mauritanie et bien évidemment le Sénégal.

C'est ainsi qu'au sein de l'Ecole Normale William Ponty, les ressortissants de ces pays vont adapter le scoutisme au contexte africain, à travers des chants, des danses, des contes etc.

Autour des feux de camp, ces activités d'animation renvoyaient à l'image d'une Afrique traditionnelle, ancrée dans sa culture et ses méthodes spécifiques d'initiation et d'éducation.

Donc, c'est à partir de l'Ecole Normale William Ponty, que sont partis les cadres africains qui allaient implanter des unités de scouts dans leurs pays d'origine.

Et c'est à la suite de l'implantation de ces différentes unités, que fut créée en 1941, la Grande Chaîne qui avait pour finalité de coordonner les actions de toutes ces unités sur l'ensemble de ce qui représentait l'espace géographique de l'AOF.

Cependant, ce n'est qu'en juin 1957, qu'une structure dénommée EDA (Eclaireurs d'Afrique), fut créée au terme du Premier Congrès des Eclaireurs de France (Section AOF) tenu à Rufisque, ce qui témoignait déjà du dynamisme du Sénégal dans le mouvement scout.

2-1-1-3 Dans le contexte sénégalais

Le mouvement des EDA va progressivement disparaître à la suite du processus de décolonisation qui va consacrer l'accession à l'indépendance des pays de l'ouest africain.

C'est ainsi qu'au Sénégal, l'association des Eclaireurs du Sénégal (EDS) fut créée après l'indépendance du pays en 1960.

Les EDS forment avec les scouts du Sénégal, la Confédération Sénégalaise du Scoutisme (CSS), reconnue en 1963 par la Conférence Mondiale du Mouvement Scout, tenue à Rhodes en Grèce.

Il faut préciser que le mouvement des Eclaireurs du Sénégal a connu depuis sa création, des mutations et changements importants, tant dans son organisation, son fonctionnement, que dans ses priorités et domaines d'activités.

Et deux événements majeurs à savoir la conférence Africaine du Scoutisme au Sénégal tenue en 1971, et la conférence Mondiale du Mouvement Scout de 1981, allaient conduire les éclaireurs du Sénégal à accroître leurs capacités organisationnelles, à diversifier le contenu de leurs programmes et à réorienter leurs actions dans une perspective de développement individuel et communautaire.

C'est ainsi que de plus en plus, les responsables du mouvement vont œuvrer pour l'adaptation des outils et méthodes d'éducation scout, aux réalités socio-culturelles locales.

Cette innovation allait passer par la valorisation des langues nationales, en recherchant dans ces langues locales, les équivalents linguistiques des anciennes appellations scout (branches, sessions de formation, principes et valeurs, insignes etc.)

Au plan du genre, le mouvement allait s'ouvrir davantage aux filles et prendre la dénomination nouvelle de Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal (EEDS), afin de développer à l'intérieur de l'association, l'esprit d'équité et d'égalité entre les sexes.

Mais la plus grande innovation reste la multiplication des chantiers de développement communautaire.

En effet, ces « camps-chantiers », souvent initiés en collaboration avec les partenaires extérieurs membres du mouvement scout mondial, donnent un visage nouveau aux actions des EEDS et montrent tout leur engagement dans le développement communautaire.

Depuis plusieurs années, l'association ne veut plus demeurer dans le domaine exclusif de l'éducation populaire, à travers les principes et méthodes scouts, mais compte s'investir pleinement dans la construction du développement, en intervenant dans des secteurs prioritaires comme la Santé, l'Education, l'Assainissement, la Prévention, le Secours, l'Assistance et toutes autres actions d'intérêt public.

Ses diverses expériences lui ont valu la reconnaissance formelle des autorités qui considèrent les EEDS comme un mouvement d'intérêt public parmi les actifs du Sénégal.

Aussi, convient-il d'ajouter que le mouvement des EEDS doit cette reconnaissance, pour une grande part à sa bonne organisation aux plans de son administration et de ses ressources humaines.

2-2 ORGANISATION ET STRUCTURATION DU MOUVEMENT DES EEDS

L'association des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal est un mouvement de jeunesse qui fonctionne sur le principe d'une organisation parallèle entre des instances délibératives et des organes d'exécution qui connaissent de part et d'autre, une structuration interne.

2-2-1 Les instances délibératives

Les instances délibératives sont composées de l'Assemblée Générale, du Comité National, du Congrès Régional, du Comité Régional, du Congrès de District, du Comité de District et du Conseil de groupe local.

2-2-1-1 L'Assemblée Générale

Elle représente l'instance suprême de l'Association, et regroupe les délégués régionaux et ceux des districts autonomes, autour de l'Equipe Nationale et du Comité Directeur.

L'Assemblée Générale se réunit tous les trois (03) ans en session ordinaire, et éventuellement en session(s) extraordinaire(s).

2-2-1-2 Le Comité National

Entre deux Assemblées Générales, le Comité National assure la direction de l'association. Il est chargé de l'approbation et du contrôle, tant du programme déroulé que du budget exécuté par l'Equipe Nationale.

Le Comité National se réunit au moins une fois annuellement.

2-2-1-3 Le Congrès Régional

Il représente l'instance suprême de l'association au niveau régional.

Le Congrès Régional qui se réunit tous les ans, regroupe autour de l'Equipe Régionale, l'ensemble des responsables régulièrement nommés.

2-2-1-4 Le Comité Régional

C'est l'instance de direction au niveau régional. Le Comité Régional procède à l'adoption des projets de programme et de budget, et veille également à l'exécution du programme et des activités confiées à l'Equipe Régionale.

2-2-1-5 Le Congrès de District

Au niveau du district, le Congrès de District représente l'instance supérieure de l'Association. Le congrès se tient avant chaque début d'année scout, et regroupe l'ensemble des « Njiit » (chefs d'unités), des « Reefan » (sous-chef d'unité) et des « Rambeen » (secrétaires administratifs) du district.

2-2-1-6 Le Comité de District

Issu du Congrès de District, le Comité de District est l'instance dirigeante du district. Formé des chefs de groupes locaux réunis autour de l'Equipe de District, ses réunions se tiennent obligatoirement au moins deux (02) fois par an, c'est-à-dire avant et après le congrès de district.

2-2-1-7 Le Conseil de groupe local

Au niveau local se forme un groupe administré par un conseil composé de tous les responsables d'unités de ce groupe.

2-2-2 Les organes exécutifs

Au niveau des organes exécutifs, nous avons le Comité Directeur, l'Equipe Nationale, l'Equipe Régionale, l'Equipe de District et l'Equipe de groupe local.

2-2-2-1 Le Comité Directeur

Le Comité Directeur est l'organe exécutif suprême, gardien des principes et traditions de l'association et définit ses orientations.

Il participe activement à la recherche de moyens matériels et financiers, et s'investit dans la promotion et le développement de l'Association.

Les membres du Comité Directeur sont élus à l'issue de l'Assemblée Générale, et son président est en même temps, le président de l'Association.

2-2-2-2 L'Equipe Nationale

Elle est sous la direction du Commissaire Général, responsable moral de l'Association. L'Equipe Nationale a la charge de veiller à l'exécution du Programme adopté par l'Assemblée Générale.

2-2-2-3 L'Equipe Régionale

Au plan régional, elle représente l'organe exécutif suprême. L'Equipe Régionale qui assure le fonctionnement du mouvement scout dans la région, est sous la direction du Commissaire Régional, élu à l'issue du Congrès Régional.

2-2-2-4 L'Equipe de District

Elle veille à l'exécution du programme d'activités tel que défini par le Congrès de District. L'Equipe de District est sous la direction du Commissaire de District, et tient des réunions bimestrielles.

2-2-2-5 L'Equipe de groupe local

C'est une équipe qui assure l'animation des unités, et veille également à leur bon fonctionnement. L'Equipe de groupe local se singularise par son caractère restreint.

Cette bonne organisation du mouvement des EEDS a comme finalité, la prise en compte des besoins et aspirations des différentes composantes ou branches de l'association.

2-3 LES DIFFERENTES CIBLES OU BRANCHES DE L'ASSOCIATION

L'Association des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal est un mouvement de jeunesse qui accorde une place importante à l'éducation et à la formation de l'individu, en tenant compte des différentes étapes de l'évolution de la personne et des spécificités propres à chaque tranche d'âge.

C'est ainsi que s'inspirant de l'évolution de la plante depuis la semence, la plantule la fleur et les fruits, nous distinguons quatre (04) branches ou tranches d'âge qui forment les différentes composantes de l'association et qui se présentent comme suit :

- 1- la branche « **jiwu wi** » (la semence) regroupe les membres de 5 à 11 ans
- 2- la branche « **lawtan wi** » (la plantule) est composée des éléments de 12 à 15ans
- 3- la branche « **toor-toor wi** » (la fleur) est constituée des individus de 16 à 18ans
- 4- la branche « **Meññeef mi** » (les fruits) quant à elle rassemble les membres à partir de 19ans.

Ainsi chaque branche a sa dénomination propre, mais aussi sa couleur qui lui est singulière, et des noms d'unité, de sous groupes, et des encadrés, inspirés des langues nationales.

Le tableau qui suit fait une présentation détaillée des différentes branches ci-dessus décrites.

Dénominations	Couleurs des branches	Tranches d'âges	Noms des unités	Noms des sous groupes	Noms des encadrés
« <i>Jiwu wi</i> »	jaune	5 à 11ans	<i>Mbootaay</i>	<i>Pègg</i>	<i>Caaf</i>
« <i>Lawtan wi</i> »	verte	12 à 15ans	<i>Kayon</i>	<i>Siyon</i>	<i>Arunga</i>
« <i>ToorToor wi</i> »	Blanche	16 à 18ans	<i>Nawka</i>	<i>Sappo</i>	<i>Jambaar</i>
« <i>Meññef mi</i> »	Rouge	A partir de 19 ans	<i>Gallé</i>	<i>Suudu</i>	<i>Mawdo</i>

Source : Manuel de la branche « *jiwu-wi* », EEDS/FNUAP, 1996. 116p, (p.5)

Comme nous l'avons déjà précisé, avec leur esprit d'ouverture les responsables du mouvement des EEDS, nous ont beaucoup aidé à mener ce travail, dont les résultats sont présentés dans la troisième partie qui suit.

III RESULTATS DES RECHERCHES

Cette partie sera consacrée à la synthèse des différentes informations recueillies auprès des responsables et personnes-ressources du mouvement des EEDS.

Ainsi, elle portera sur la présentation de l'ONG des EEDS, et les différents domaines d'intervention des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal en matière de développement communautaire.

3-1 LA CREATION D'UNE ONG DE DEVELOPPEMENT

Les actions des EEDS en matière de développement communautaire ont connu une évolution notable au plan spatio-temporel.

En effet, depuis la création d'une unité d'éclaireurs en 1937, les membres de l'association ont fait de ces actions leur sacerdoce, afin de participer à l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

C'est ainsi que durant la période coloniale et celle des années d'après indépendance, les éclaireurs se sont toujours mobilisés dans le reboisement, le fonçage de puits, la construction ou la réhabilitation de salles de classes, l'assainissement et l'hygiène publique etc.

Mais le développement du partenariat extérieur avec les autres organisations d'éclaireurs favorisé par l'envergure mondiale du scoutisme, a eu comme corollaire la floraison des camps-chantiers, initiés par les EEDS en collaboration avec des acteurs internationaux.

Pour mieux organiser leurs actions de développement, les EEDS ont alors créé en 1988, une ONG dénommée JED (Jeunesse et Développement), qui a pour mission d'encadrer, de superviser, d'exécuter et d'évaluer toutes les actions des jeunes éclaireurs en matière de développement communautaire.

C'est une ONG, regroupant pour l'essentiel des jeunes, fonctionnant selon la méthode scout et ayant comme finalité ultime le développement à travers l'éducation, la formation, l'appui-conseil et l'accompagnement des populations-cibles.

Aujourd'hui, l'ONG regroupe l'ensemble des effectifs des EEDS soit dix mille (10.000) membres disséminés à travers les onze (11) régions du Sénégal.

Cette forte mobilisation en ressources humaines, a permis à l'ONG JED de réaliser près de deux cent cinquante (250) chantiers de développement communautaire, exécutés en collaboration avec les populations-cibles, les structures centrales et décentralisées de l'Etat, les ONG aux plans national et international, et les différents partenaires du mouvement scout mondial.

Ainsi, les actions de l'ONG JED ont porté sur un ensemble de domaines prioritaires parmi lesquels nous retiendrons la santé et la prévention, l'éducation et la formation, le micro-crédit, et l'environnement, l'assainissement ou l'hygiène publique.

3-2 LE VOLET SANTE/PREVENTION

L'engagement des EEDS dans l'amélioration des conditions sanitaires des populations a été une constante dans le mouvement.

Cependant, il a pris une ampleur manifeste depuis plus d'une décennie, avec la réalisation de travaux de grande envergure comme le centre de santé de **Diofior**, et la mise en place de différents programmes de santé parmi lesquels le projet « **Filles et Garçons contre le SIDA** », le projet « **Jappo** » de **Mboro** sur la santé reproductive des jeunes etc.

En effet, le village de Diofior situé à près d'une cinquantaine de kilomètres de Fatick, bénéficie depuis 1994 d'un centre de santé réalisé par les EEDS avec l'appui de leurs partenaires finlandais.

Avant l'implantation de ce centre de santé, le village de Diofior bénéficiait certes d'un poste de santé, mais celui-ci était confronté à des problèmes de fonctionnalité, liés à la forte affluence de malades et à l'insuffisance du personnel soignant.

A cela s'ajoutait l'absence de matériel et d'équipement médical pour faire face aux soins d'urgence et aux cas d'évacuation.

Cette situation a longtemps affecté les populations locales avant l'intervention des EEDS qui ont édifié un centre de santé moderne disposant de plusieurs services.

C'est ainsi que nous avons les services médicaux comprenant entre autres, les consultations, la chirurgie dentaire, la maternité, le planning familial, le centre de récupération nutritionnelle, la pharmacie etc.

Parallèlement à ces services médicaux, on note les différents services d'IEC que sont la sensibilisation sur les mesures d'hygiène, les Mst-Sida, les campagnes de promotion des moustiquaires imprégnés etc.

Cette infrastructure sanitaire a fait l'objet d'un important investissement qui s'élève à plusieurs dizaines de millions. C'est pourquoi, sa réalisation a nécessité la participation des populations estimée à près de 10% du coût d'exécution des travaux, celle des EEDS et enfin la participation de leurs partenaires finlandais qui ont financé l'essentiel du coût global du centre de santé.

Aujourd'hui, l'impact du centre de Diofior sur la santé des populations n'est plus à démontrer. Il se manifeste par la polarisation par le poste de santé, d'autres villages dont les populations accèdent aux soins au même titre que celles de Diofior. A cela il faut ajouter le recul des maladies diarrhéiques, la réduction des mortalités maternelle et infantile, une meilleure prise de conscience sur les Mst-sida etc.

Concernant justement les Mst-sida, il faut dire que les EEDS ont montré un engagement et une détermination qui traduisent leur volonté de vaincre toute forme d'infection virale.

C'est ainsi qu'en partenariat avec le CNLS, l'ONG JED a mis en œuvre le projet « Filles et garçons debout contre le sida ».

Dans cette perspective, un ensemble d'activités ont été menées à l'image du « Forum national sur la prise en charge des orphelins et enfants rendus vulnérables par le VIH-SIDA » organisé à Bambèy, du « Forum national sur le dialogue social pour impliquer les acteurs sociaux dans la prise en charge des personnes vivant avec le VIH-SIDA » tenu à Dakar, et du « Forum sur le dialogue social » tenu à Fimela.

Au terme de ces différentes rencontres, les EEDS ont mis en place un plan d'action pour lutter contre la stigmatisation des PVVIH, l'implication de tous les acteurs sociaux dans la lutte, la prise en charge intégrale et l'assistance psycho-affective des OEV etc.

C'est ainsi que pour le forum de Bambèy, le cadre logique défini par les EEDS est le suivant.

Cadre logique de prise en charge des OEV

Domaines	Problèmes	Solutions proposées	Objectifs	Stratégies	Activités ou actions à mener	Partenaires extérieurs	Résultats attendus	Moyens de vérification
Éducation et Formation	Non accès à l'école Problèmes d'Etat civil Problèmes d'habit d'assiduité de discrimination de suivi et d'assistance	Campagne Pour l'inscription de tous les enfants en âge d'aller à l'école Imaginer des solutions locales pour les besoins de fournitures et d'habits Impliquer les enseignants Introduire le thème de prise en charge dans les programmes scolaires	Faciliter l'accès et le maintien des OEV à l'école Lutter contre la discrimination et la stigmatisation	Établir un Fichier pour tous les enfants dépourvus de pièces d'état civil Monter une cellule locale de prise en charge en impliquant tous les partenaires Créer un cadre d'échange avec les PVVIH	Rencontre avec les autorités locales Collecte de fournitures et d'habits Journées de partage avec les différents acteurs (maîtres, EEDS, autorités médicales et administratives etc) Visites à domicile Emission radio	autorités médicales et administratives, PVVIH, inspections d'académie, AEMO, OCB	Tous les OEV identifiés sont pris en charge	Rapports PV, listes
Psycho-affectif	Stress, angoisse, Solitude, honte, rejet, Culpabilité, marginalisation	Favoriser un cadre d'échange S'assurer de la confiance de l'enfant Dédramatisation de la maladie	S'assurer de l'épanouissement de l'enfant	Préparer Les familles d'accueil Intégration dans les unités	Visite à domicile Séance de jeu dans les activités scouts comme les feux de camp	Autorités médicales, psychologues conseillers, EEDS	Tous les OEV identifiés sont pris en charge	Rapports, listes

Source : Document final sur le forum national sur la prise en charge des orphelins et enfants rendus vulnérables par le VIH-SIDA (p.12)

En ce qui concerne le second forum portant sur la prise en charge des PVVIH, les EEDS ont soulevé des problèmes, proposé des solutions, dégagé des stratégies et identifié des acteurs sur des domaines aussi variés intéressant les personnes infectées que sont la santé, la nutrition, le psychosocial et l'assistance juridique, l'économique, la formation, le travail et l'éducation.

Et pour ce qui est de la rencontre de Fimela sur le dialogue social en matière de VIH-SIDA, les engagements pris par les EEDS sont les suivants.

« - Œuvrer à travers une stratégie dynamique et participative pour une meilleure prévention, un meilleur accès aux soins, et un suivi-accompagnement plus efficient.

- Combattre la stigmatisation, l'isolement et la discrimination des PVVIH
- Renforcer les capacités des jeunes filles et des femmes dans la lutte contre le VIH-SIDA.
- Faire participer les PVVIH, et les soutenir dans tous les aspects du programme de lutte contre ce fléau ».

Quant au projet « jappo » initié à Mboro par les EEDS, il porte essentiellement sur la santé reproductive des jeunes.

Ainsi, de multiples actions comme les forums, les ateliers, les discussions de groupe etc. sont développées avec les jeunes.

L'objectif recherché est d'informer les cibles sur les comportements à risque, les méthodes préventives, afin de les amener à mieux adopter des comportements responsables, et de jouer un rôle de relais avec les autres jeunes.

Parallèlement à ces actions sur la santé reproductive des jeunes, des programmes de prévention et de lutte sont développés contre le péril fécal, les maladies diarrhéiques, le paludisme etc.

En sus du domaine de la prévention et de la santé, les EEDS s'activent également dans l'éducation et la formation.

3-3 LE VOLET EDUCATION /FORMATION

Les interventions des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal en matière d'éducation et de formation sont difficilement quantifiables.

En effet, on pourrait dire qu'elles sont nées avec le mouvement qui, dès sa création, s'illustre déjà dans la construction ou la réfection de salles de classes, l'équipement des écoles en matériels pédagogiques etc.

Par ailleurs, avec le mouvement national d'alphabétisation des masses en langues nationales, les EEDS ont déroulé plusieurs programmes dans ce sens. Mieux, dans la plupart des projets conçus, des sous-projets d'alphabétisation y sont inclus, afin de permettre aux populations locales de s'impliquer facilement dans la gestion, la supervision et le suivi des programmes qui leur sont destinés.

Mais avec l'évolution des besoins et aspirations des jeunes, les EEDS, à travers leur ONG JED, se sont attelés à la mise en place du Centre International de Formation Pratique (CIFOP) de Mboro, et du Centre de Formation de Ngoumsane.

Ces deux centres ont pour vocation, d'initier les jeunes à des métiers pratiques, pour qu'au terme de leur formation ces derniers puissent être opérationnels sur le marché du travail.

C'est ainsi que nous avons des filières aussi diversifiées que la métallurgie, la maçonnerie, la menuiserie, le bâtiment, l'électricité etc.

A ce niveau, il faut également préciser que le mouvement des EEDS bénéficie, à travers ces centres de formation, d'une main d'œuvre qualifiée et bénévole qui intervient efficacement dans la phase d'exécution de ses différents camps-chantiers en matière de développement communautaire.

A côté de ces différentes filières, d'autres projets de formation sont exécutés comme l'apiculture, qui est très développée dans beaucoup de localités à travers le pays.

A titre d'exemple, nous pouvons citer les localités de Fimela, Sokone, et Toubacouta dans la région de Fatick, et celles de Bandia, Thiaye et Ngolfagnick situées dans la région de Thies.

Et le CIFOP qui dispose d'un centre opérationnel de formation en apiculture, appuie bien les producteurs implantés dans ces différentes localités.

En substance, à travers le volet Education /Formation, les EEDS visent à faciliter l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes, une insertion souvent gangrenée par le manque de formation et l'inaccessibilité aux sources de financement.

Et c'est justement pour pallier cette seconde insuffisance, que le volet micro-crédit est aussi pris en compte dans les actions des EEDS.

3-4 LE VOLET FINANCEMENT/MICRO CREDIT

Pour bien répondre aux attentes des populations en matière de financement sous forme de micro-crédit, les EEDS ont mis en place le FONEES, (Fonds National des Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal).

Cette structure d'épargne et de crédit créée en 1999 et reconnue par les services étatiques, a été implantée afin de contribuer à la lutte contre la pauvreté en générale, et à l'insertion socio-économique des jeunes, des femmes et des handicapés en particulier.

Dans ses statuts, le FONEES se définit six (06) objectifs majeurs déclinés comme suit :

« 1- Organiser un système de mobilisation de fonds et d'épargne de ses membres ;

2- Accorder des crédits ou garantir le financement bancaire des marchés de ses membres ;

3- Favoriser la solidarité et la coopération entre les membres ;

4- Initier et participer à des opérations financières et des projets économiques ;

5- Développer une politique hardie de soutien à la création d'emplois pour les jeunes

6- Promouvoir l'éducation économique, sociale et coopérative de ses membres ». ¹⁴

Pour atteindre ses cibles, le FONEES dispose de plusieurs antennes implantées dans différentes localités que sont Dakar, Yeumbeul, Diofior et Mboro.

Cette diversification des antennes permet également de mieux prendre en compte les particularités des membres suivant les zones géographiques.

C'est ainsi qu'à Yeumbeul, les membres de l'association des handicapés restent les principales cibles bénéficiant des prestations du FONEES.

A Diofior par contre, la priorité est accordée aux femmes et aux paysans, tandis qu'à Mboro, les jeunes constituent les principaux bénéficiaires

En analysant les réalisations et résultats enregistrés par le FONEES, on pourrait dire que les actions des EEDS en matière de micro crédit ont une portée significative sur la vie des populations.

Cette assertion peut se vérifier eu égard au nombre de membres du FONEES, au nombre de projets financés, au volume des financements, au taux de recouvrement etc.

C'est ainsi que nous avons :

¹⁴ EEDS/ ONG-JED, Plan de communication, Novembre 2006- Décembre 2009, Dakar, 2006, 40p (p.10)

- « - Plus de huit cent (800) clients travaillant étroitement avec le FONEES
- plus de cinq cent (500) projets financés à travers le Sénégal
 - un taux de crédit cumulé de cinquante millions (50 000 000) de francs
 - un suivi accompagnement rapproché des clients et porteurs de projets
 - un taux de recouvrement d'environ de plus de 80% ». ¹⁵

En somme, on pourrait dire que d'une part, cette initiative des EEDS est une alternative de plus qui, parallèlement aux autres structures étatiques tel que le FNPJ, s'offre aux jeunes, aux femmes et autres personnes vulnérables, comme moyen approprié de financement des AGR.

D'autre part, elle s'inscrit dans la perspective d'un des principes fondamentaux du scoutisme, à savoir « **le devoir envers autrui ou principe social** », qui consacre également la défense de la nature et la prise en compte des questions environnementales.

3-5 LE VOLET ENVIRONNEMENT/ ASSAINISSEMENT

« L'éclaireur est l'ami de la nature ». Plus qu'un simple slogan, cette assertion est vécue par les EEDS qui accordent une importance capitale aux préoccupations environnementales et au cadre de vie des populations locales.

En effet, depuis leur création ils œuvrent constamment dans le reboisement et la régénération végétale des zones exposées à la désertification ou à la désertisation.

Plus tard, avec une meilleure structuration du mouvement, les EEDS vont initier plusieurs journées de réflexions sur l'environnement, portant sur leurs possibilités d'intervention et leurs éventuelles collaborations avec les structures étatiques compétentes.

¹⁵ Ibid

Et c'est dans ce cadre que s'est développé le partenariat entre le mouvement des EEDS et la Direction des Parcs Nationaux (DPN), qui a abouti à la réalisation de plusieurs actions liées à la défense et à la protection de l'environnement.

C'est ainsi qu'en 1991, conscients des dangers et atteintes qui menacent la survie du lac de Mboro, près d'une centaine d'éclaireurs, appuyés par les équipes techniques de la DPN, se sont donnés comme objectif la réhabilitation dudit lac.

Pour ce faire, un ensemble d'actions ont été entreprises, dont le nettoyage de la partie centrale du lac, l'aménagement d'un plan d'eau, et le reboisement des alentours.

Ces travaux ont permis au lac de retrouver sa splendeur, ce qui a favorisé la réapparition des espèces végétales et ornithologiques (oiseaux).

Sur le même registre, les EEDS ont obtenu un financement de la Banque Mondiale pour un projet de développement local basé à Fimela.

Ce projet touchant quatre (04) localités que sont Fimela, Diofior, Ndiédieng et Simal, s'articule autour d'un programme d'environnement pour le reboisement de la mangrove.

En effet, la mangrove qui joue un rôle essentiel dans l'équilibre de l'écosystème local et national, est sujette à plusieurs formes d'agressions qui à terme, peuvent porter atteinte à sa stabilité.

C'est pourquoi, l'ouverture par les éclaireurs d'un musée écologique sur la mangrove à Fimela, a entre autres objectifs, la sensibilisation sur l'importance de la mangrove, sur les méfaits de sa surexploitation ainsi que sur les multiples risques qui la guettent.

Au plan assainissement, les actions des EEDS sont aussi multiples. Mais l'un des programmes les plus significatifs qui a été déroulé est assurément celui de Niakhar, village situé dans la région de Fatick.

En effet, à Niakhar les EEDS ont entrepris un vaste programme de construction de latrines, dont l'objectif premier est de doter les concessions de systèmes d'assainissement modernes.

Mais au delà de cet objectif, les EEDS visaient également à lutter contre le péril fécal en améliorant les conditions d'hygiène des populations locales.

L'édification de ces latrines a eu pour conséquence, d'amener les populations à une meilleure prise de conscience sur les questions d'hygiène et de salubrité domestiques.

Ainsi, ceux qui n'ont pas pu bénéficier de ce projet, ont entrepris par leurs propres moyens, de construire des latrines dans leurs concessions.

Par ailleurs, les villages environnants ont aussi manifesté tout leur intérêt à des projets similaires, et ont exprimé leur besoin de se doter également de latrines.

Autant dire que ce projet de construction de latrines a enregistré la réceptivité totale des populations bénéficiaires.

Ce qu'il faut ajouter à ce niveau, c'est que les EEDS accordent une importance capitale à la communication. Et c'est souvent à travers les méthodes de l'éducation populaire comme les discussions de groupe, l'animation socio-éducative, les veillées culturelles etc. qu'ils arrivent à susciter l'engagement de leurs membres dans les actions de développement communautaire, mais aussi à convaincre les populations locales de s'approprier ces projets de développement qui leur sont destinés.

CONCLUSION

Au terme de ce travail, il serait intéressant du point de vue pédagogique, de rappeler les objectifs de cette étude.

En effet, il était question pour nous, d'une part, d'essayer de déconstruire l'image négativiste associée aux mouvements de jeunesse comme mouvements exclusifs de distraction et de folklore, et d'autre part, de montrer toutes les potentialités et actions participatives des jeunes à l'œuvre de construction du développement national.

Mais il nous semble que cette image est bien ancrée dans la mentalité populaire car, les apparences ludiques de ces mouvements de jeunesse ont une grande prégnance dans les conceptions collectives que l'on se fait d'eux. Autrement dit, ces mouvements de jeunesse peuvent bien, développer des projets de portée utilitaire, mais qui sont souvent ignorés faute d'avoir été mis en exergue par les membres et dirigeants desdits mouvements eux-mêmes, ou encore de n'avoir pas été reconnus ou salués par les pouvoirs publics.

Dans un cas comme dans l'autre, la conséquence est la même ; c'est-à-dire, la survie de la conception erronée des mouvements de jeunesse dans la mentalité populaire.

C'est pourquoi, en analysant de près la composition des mouvements de jeunesse, par exemple les EEDS, on découvre différents types de relations qu'entretiennent les membres (Parenté, amitié, voisinage etc.), et qui ont une influence sur l'adhésion des uns et des autres au sein de ces mouvements

En d'autres termes, ce sont les membres qui font la propre promotion de ces mouvements, en informant ou en sensibilisant leurs proches sur les valeurs et l'utilité pratique des mouvements de jeunesse.

Seulement, les EEDS ont, par une politique d'information et de communication qui a été bien déroulée, réussi à se faire reconnaître comme un mouvement d'utilité publique. Et cette reconnaissance formelle a une double valeur symbolique.

D'une part, elle a permis aux éclaireurs de se doter d'une légitimité au plan national, et d'autre part d'inviter à une relecture de la place de second rôle longtemps attribué aux mouvements de jeunesse.

Aujourd'hui donc, les théoriciens du développement, du moins dans notre pays, doivent mieux prendre en compte toute l'importance que revêtent les mouvements de jeunesse dans la construction du développement local.

Cette importance est à rechercher dans leur forte capacité de mobilisation, leur mode d'intervention bénévole, et leurs aptitudes à concevoir, à planifier et à exécuter des projets locaux de développement.

Autrement dit, les jeunes ne se posent plus comme des agents ou des cibles passifs des programmes de développement, mais s'affirment de plus en plus à travers leurs mouvements, comme des acteurs à part entière dans le processus de développement communautaire.

Ainsi, en souscrivant notre étude au niveau des EEDS, nous avons retenu l'hypothèse suivante :

Les Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal sont un mouvement de jeunesse qui s'appuie d'une part sur les valeurs et principes de l'éducation populaire, et d'autre part, sur la formation, pour susciter chez les jeunes des comportements civiques et un engagement volontaire dans les actions de développement communautaire.

En nous référant au cadre opératoire des concepts clés retenus avec leurs variables et indicateurs, nous pouvons dire que cette hypothèse est vérifiée et validée par les résultats de la recherche.

En effet, s'inscrivant dans la tradition de la méthode scout, les EEDS utilisent beaucoup les techniques de l'éducation populaire pour amener les jeunes à s'approprier les messages diffusés.

C'est donc à travers les feux de camps, les focus group, les veillées culturelles l'animation socio-éducative etc., que les EEDS arrivent à sensibiliser leurs membres sur les questions sanitaires, éducatives, environnementales, bref sur tous les aspects du développement communautaire qui intéressent les populations.

Et cette sensibilisation s'accompagne toujours d'une volonté de résoudre de manière bénévole, les difficultés auxquelles ces mêmes populations sont confrontées.

Il est important ici de faire remarquer que cet engagement volontaire et civique, découle d'une bonne appropriation des méthodes et valeurs de l'éducation populaire.

Sous ce rapport, les détracteurs de l'éducation populaire doivent reconsidérer leur conception vis-à-vis de cette composante du système éducatif, pour repenser son adaptabilité dans un contexte d'émergence de nouveaux besoins et de nouvelles aspirations chez les jeunes notamment.

En ce qui nous concerne, nous pouvons dire que pendant longtemps, l'éducation populaire a été en déphasage avec les défis auxquels il devrait faire face.

Et les EEDS qui ont compris cette limite, ont proposé des alternatives tendant vers une réappropriation et une adaptation des méthodes de l'éducation populaire au contexte du sous-développement.

En effet, dans un contexte pareil, toute forme d'action éducative, doit avoir comme finalité de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations.

C'est pourquoi, les EEDS accordent une place prépondérante à la formation, ce qui justifie la création de plusieurs centres destinés à initier les jeunes à des métiers pratiques.

Et qui plus est, le contexte de sous-développement favorise grandement la précarité sociale et l'accroissement de la pauvreté.

C'est la raison pour laquelle, le mouvement des EEDS a fait du micro crédit et du financement des projets, un levier essentiel pour accompagner les populations les plus vulnérables à savoir les jeunes, les femmes et les handicapés, dans leur recherche d'activités génératrices de revenus.

En définitive, le développement auquel il est question ici, est à considérer aux plans individuel, collectif et communautaire, par le financement des AGR, la réalisation d'infrastructures socio-communautaires, la protection de l'environnement etc.

A la lecture de tout de ce qui précède, nous pouvons affirmer que les mouvements de jeunesse ont la capacité de se positionner comme des partenaires sérieux dans la construction du développement communautaire.

Les EEDS l'ont prouvé par leur forte capacité de mobilisation, leur sens de l'initiative, leur possibilité d'adaptation aux différents contextes, et leurs réseaux de partenaires d'appui au développement.

Autant de facteurs qui militent en faveur d'une meilleure prise en compte des mouvements de jeunesse par les pouvoirs publics, car il y va de la réussite des projets locaux de développement communautaire, et partant, de la réussite de tous les programmes nationaux de développement.

Mais pour ce faire, les pouvoirs publics doivent entreprendre un certain nombre d'actions que nous déclinons sous forme de recommandations ou propositions suivantes.

RECOMMANDATIONS

A la lecture des différents points développés dans cette étude, il nous paraît important de formuler des propositions, afin de permettre aux décideurs de mieux prendre en compte la question des mouvements de jeunesse, et de valoriser leurs actions de développement communautaire.

Ces recommandations s'articulent autour de six (06) points décrits comme suit :

1- Regrouper les mouvements de jeunesse reconnus d'utilité publique, pour en faire une fédération nationale afin de mieux valoriser leurs actions.

2- Accorder annuellement, à l'instar des groupements de femmes, des prix et distinctions aux mouvements de jeunesse qui auront fait preuve de plus d'engagement dans le développement national et/ou communautaire.

3- Inclure dans la Semaine Nationale de la Jeunesse, une Journée Nationale des Mouvements de Jeunesse, pour permettre au public de s'imprégner des différentes réalisations de ces structures de jeunesse et de leur participation au développement.

4- Inviter le Service Civique National à se rapprocher davantage de ces mouvements de jeunesse, pour bénéficier de leur appui dans sa mission de formation au civisme et au volontariat de développement.

5- Développer la collaboration entre les mouvements de jeunesse et les Collectivités Locales, pour un partenariat fructueux dans la réalisation d'infrastructures socio-communautaires, et d'autres actions d'utilité publique.

6- Renforcer les capacités financières, organisationnelles et institutionnelles des mouvements de jeunesse d'appui au développement, pour leur permettre de mieux intégrer certains jeunes marginalisés (ex-détenus ; délinquants, drogués etc.).

BIBLIOGRAPHIE

- 1- ALIDOU. M, **Jeunesse et Développement**, Mémoire d'IEPJS, Marly-le-Roi, France, 1984-1986,
- 2- BHOLA, H.S. **Tendances et Perspectives mondiales de l'éducation des adultes**, Paris, UNESCO, 1989, 197 p.
- 3- CACÉRÉS. B, **Histoire de l'Éducation Populaire**, Paris, Seuil, 1964, 251 p.
- 4- EEDS/FNUAP, **Manuel de la branche jaune** Dakar, Publifan, 1996, 116 p.
- 5- EEDS, **Le sens de l'initiative des jeunes pour le développement d'un village : le cas de Niakhar**, Août 1998, 20 p.
- 6- EEDS/ONG-JED, **Forum national sur le dialogue social pour impliquer les acteurs sociaux dans la prise en charge des PVVIH**, Dakar, 2004, (Document final), 15 p.
- 7- EEDS/ONG-JED, **Forum national sur le dialogue social à fimela**,_2005, (document final) 15 p.
- 8- EEDS/ONG-JED, **Forum national sur la prise en charge des OEV**, (Document final), 16 p.
- 9- EEDS/ONG-JED, **Plan de communication, Novembre 2006- Décembre 2009**, Dakar, 2006, 40 p.
- 10-HUGON. P, **Comment éduquer, former, employer la jeunesse en Afrique**, Paris, PUF, 1993, (pp 113-137).
- 11- KING-GORDON. J, **Priorités et problèmes de l'éducation pour le développement**, in **Le financement du développement éducationnel**, Ottawa, CRDI, 1983,164 p.
- 12- LEMEUNIER. F, **Associations : Constitution- Gestion- Evolution**, Paris, Delmas, 2003, 1^{ère} édition, 334 p.
- 13- MATO. R, **Le rôle social et économique des associations au Niger**, Mémoire d'IEPJS, Marly-le-Roi, France, 1984-1986.

- 14- ORSTOM, **Cahiers des Sciences Humaines**, vol 31, n° 3, Paris, 1995, (pp 563-763).
- 15- TRICOT.M, **De l'instruction publique à l'éducation permanente**, Paris, Téma-éditions, 1973, 181 p.
- 16- UNESCO, **L'éducation tout au long de la vie, défi pour le XXI ème siècle**, Paris, 2002, 181p.
- 17- WALL. W.D, **Le foyer, l'école et les services communautaires**, in **L'Education constructive des enfants**, Paris, UNESCO, 1979, 348 p.